


APPEL A PROJET 2026 FICHES TECHNIQUES

FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES



*« Vous accompagner au mieux dans le
développement de projets, au sein de
vos structures, sur vos territoires »*

Sommaire

| | |
|--|----|
| Axe 1 - Accueil des enfants et adolescents en situation de handicap dans les structures et services d'accueil de droit commun | 5 |
| Axe 2 – Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des accueils collectifs et individuels du jeune enfant | 9 |
| Axe 3 – Favoriser l'engagement et la participation des enfants et des jeunes..... | 18 |
| Axe 4 – Accompagner le maintien et le développement des équipements et services dans des territoires spécifiques | 26 |
| Axe 5 - Le soutien des établissements d'accueil du jeune enfant et des services d'accueil jeunesse présentant de graves fragilités économiques | 28 |
| Axe 6 – Appui aux démarches innovantes | 30 |
| Axe 7 – Renforcement de la lutte contre la non-décence des logements et promotion des projets en faveur du logement des familles, des jeunes et du cadre de vie..... | 32 |

PRÉAMBULE

Le Fonds publics et territoires (Fpt) contribue à accompagner les besoins spécifiques des familles et des territoires. A ce titre, il participe aux objectifs de développement des offres aux familles, de réduction des inégalités territoriales et sociales, réaffirmés dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Gestion (Cog) 2023-2027.

Les projets déposés doivent obligatoirement être en corrélation avec les objectifs de la Convention territoriale globale du territoire concerné, doivent être concertés avec les collectivités signataires et doivent s'inscrire en cohérence avec les objectifs du Schéma Départemental des Services aux Familles.

En complément des prestations légales et des prestations de service, ce fonds permet d'accompagner les partenaires de la Caf à développer des solutions pour répondre aux besoins des familles, et aux configurations territoriales spécifiques. Ainsi, le Fonds publics et territoires soutient exclusivement des actions inscrites dans une **logique de territoire et dans une dynamique partenariale**.

Pour la période 2023-2027, le Fpt est structuré autour de sept axes thématiques, reflétant les priorités d'intervention de la COG.

Références réglementaires :

[C 2024-236 - Evolution et priorités du Fonds publics et territoire pour 2024-2027.pdf](#)

MODALITÉS DE FINANCEMENT

Subvention d'Investissement

Le financement au titre de l'investissement repose sur des critères de priorité définis par la Commission d'Action Sociale de la Caf du Gard et également sur les principes suivants :

- le montant total des financements accordés par la branche Famille ne peut excéder 80 % du coût total de la dépense d'investissement ou d'équipement d'une structure ou d'un service. Le niveau de 80% est un maximum qui n'est pas attribué de manière systématique mais qui est apprécié en fonction des partenariats pouvant être mobilisés en complément et dans la limite des crédits disponibles

Subvention de fonctionnement

Le financement susceptible d'être octroyé doit respecter les deux critères cumulatifs suivants :

- le montant total des financements accordés par la branche Famille ne peut excéder 80 % du coût total annuel de fonctionnement d'une structure ou d'un service. Le niveau de 80% est un maximum qui n'est pas attribué de manière systématique mais qui est apprécié en fonction des partenariats pouvant être mobilisés en complément et dans la limite des crédits disponibles
- l'ensemble des recettes (financements octroyés par la Caf intégrant le complément « publics et territoires », les participations familiales et les autres subventions) ne peut excéder 100 % du coût annuel de fonctionnement de l'action. Si tel est le cas, le montant du complément « publics et territoires » doit être réduit d'autant.

Les subventions supérieures à 23 000 € feront l'objet d'une convention (10 000 € pour des cas particuliers à l'appréciation de la Caf du Gard)

Dates de dépôt des demandes de subvention :

- Jusqu'au 30.04.2026 pour les demandes de subventions de fonctionnement
- Jusqu'au 13.08.2026 pour les demandes de subventions d'investissement

La demande ne sera pas instruite si :

Le dossier de demande de financement est incomplet ou n'a pas fait l'objet d'un échange préalable avec un Chargé de Conseils et de Développement de la Caf du Gard – [liste des contacts ICI](#)

Axe 1 - Accueil des enfants et adolescents en situation de handicap dans les structures et services d'accueil de droit commun

- 🔄 **Volet 1** : Soutenir la finalisation de la couverture territoriale des Pôles Ressources Handicap
- 🔄 **Volet 2** : Engager les professionnel(le)s de la petite-enfance dans l'inclusion des enfants en situation de handicap.
- 💡 **Volet 3** : Renforcer les dynamiques inclusives en Alsh et accueils de jeunes en garantissant l'opérationnalité des solutions d'accueil
- 🔄 **Volet 4** : Favoriser l'inclusion des enfants et adolescents en situation de handicap dans les autres services d'accueil (lieux d'accueil enfants parents, ludothèques, Clas, centres sociaux et Evs etc...).

L'axe 1 du Fpt vise un renforcement des dynamiques inclusives en complément des bonus inclusion en Eaje et du complément inclusif en Alsh et accueils de jeunes.

➤ ***Le volet 1 soutiendra la finalisation de la couverture territoriale des Prh.***

Ce volet n'est pas ouvert et réservé aux financements des pôles ressources handicap du Gard (Relais Loisirs Handicap et Rapeh)

➤ ***Le volet 2 soutiendra l'engagement des professionnels de la petite-enfance dans l'inclusion des enfants en situation de handicap.***

Le volet 2 de l'axe 1 du Fpt soutiendra en particulier **l'appropriation, par les parents et les professionnels de la petite enfance, des recommandations en matière de repérage précoce des troubles du spectre autistique et du neurodéveloppement.**

Pour les professionnels de la petite enfance, l'appropriation de ces nouvelles connaissances ainsi que le changement de pratique peuvent nécessiter un temps de travail dédié et un travail d'équipe sur le projet d'accueil. Il s'agira aussi de permettre aux professionnels de se mobiliser dans un travail en réseau nécessitant des temps de partage et de concertation avec les parents et les professionnels de santé.

Les actions soutenues devront **favoriser la promotion et l'utilisation du livret d'observation élaboré en 2022 par la Cnaf et l'Etat en direction des parents et des professionnels de la petite enfance**¹. Pour ce faire, le partenariat avec les Prh, les acteurs médico-sociaux du territoire et en particulier la plateforme de coordination et d'orientation, la Pmi et le Camsp sera également renforcé.

Par ailleurs, le présent volet reste mobilisable en amont de l'accueil d'enfants en situation de handicap (financé par le bonus), de manière à **préparer la structure et l'équipe à cet accueil dans une logique de préfiguration ou d'amorçage**. Il permet de soutenir toute action permettant d'adapter le projet d'accueil, de construire le partenariat et d'accompagner les professionnels de la petite enfance dans la perspective de cet accueil. A ce titre, les actions visant à rapprocher en particulier les professionnels de l'accueil individuel du référent santé accueil inclusif peuvent être soutenues. Elles favorisent la

¹ [Livret repérage professionnel petite enfance 060122.pdf \(handicap.gouv.fr\)](https://handicap.gouv.fr/IMG/pdf/Livret_rep%C3%A9rage_professionnel_petite_enfance_060122.pdf)

capacité des professionnels de la petite enfance à s'inscrire dans une dynamique de réseau en lien avec l'appui apporté par le Prh, le relais petite enfance (Rpe) et la Pmi.

| | |
|---|---|
| Structures, services ou professionnels éligibles | Structures d'accueil du jeune enfant Professionnels de l'accueil individuel et au domicile des parents |
| Actions éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Information et accompagnement des familles - Adaptation du projet d'accueil - Renforcement du lien avec les parents - Construction du partenariat en particulier avec les plateformes de coordination et d'orientation (PCO) - Sensibilisation des professionnels par un réseau d'acteurs - Travail avec le référent santé accueil inclusif - Inscription dans une dynamique de réseau animée par le Prh, le Rpe et la Pmi - Actions passerelles et de pilotage permettant d'assurer un continuum dans la prise en charge de l'enfant |
| Dépenses éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Coût de fonctionnement supplémentaire lié au renforcement ou au remplacement du personnel accueillant (en Etp) - Coût d'une prestation : sensibilisation, supervision - Achat de matériel pédagogique - Achat de matériel technique |
| Indicateurs d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> - Nb d'enfants en situation de handicap accueillis - Nombre et qualité des temps d'échanges avec les parents - Nombre et nature des adaptations des conditions d'accueil au besoin spécifique de l'enfant en situation de handicap accueilli - Nombre et nature de liens avec le référent « santé inclusif » - Nombre et nature des liens avec le Camsp - Nombre et nature des liens avec la PCO - Nombre et nature des actions de sensibilisation et d'appui technique auprès des professionnels ayant favorisé l'inclusion de l'enfant en situation de handicap ou ayant évité une rupture dans son parcours - Nombre de participations à des échanges multi- partenaires dans le cadre du réseau animé par le Prh |

➤ ***Le volet 3 renforce les dynamiques inclusives en Alsh en garantissant l'opérationnalité des solutions d'accueil.***

Sur le champ de l'accueil de loisirs, 1 512 actions ont bénéficié en 2021 à 57 000 enfants et adolescents, dont 31% bénéficiaires de l'Aeeh. Le montant moyen de subvention est de 14 076€, couvrant environ 69% du surcoût estimé lié à l'accueil d'enfant porteurs de handicap. Les actions ont principalement concerné des dépenses de « renfort de personnel encadrant », qui, à compter de 2024, seront financées par le complément inclusif en Alsh.

En complémentarité, **le volet 3 de l'axe 1 du Fpt accompagnera spécifiquement les Alsh et les accueils de jeunes** qui pourront notamment et en cohérence avec les principes du Prh :

- adapter et aménager leurs locaux ou l'achat de matériel dans le cadre d'un programme de financement venant articuler les fonds perçus dans le cadre du complément inclusif et les fonds publics et territoires.
- développer un projet inclusif et renforcer l'accueil des adolescents en situation de handicap dans les structures agréées Ps Jeunes.

| | |
|-------------------------------------|--|
| Nature des actions éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation au handicap - Adaptation des locaux et achats - Référents handicap au sein de l'Alsh - Accueil dans les structures Ps jeunes |
| Actions éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Information et accompagnement des familles - Adaptation du projet d'accueil - Renforcement du lien avec les parents - Construction du partenariat en particulier avec les plateformes de coordination et d'orientation (PCO) - Travail avec le référent santé accueil inclusif - Inscription dans une dynamique de réseau animée par le Prh - Actions passerelles et de pilotage permettant d'assurer un continuum dans la prise en charge de l'enfant |
| Dépenses éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Coût de fonctionnement supplémentaire lié au renforcement ou au remplacement du personnel accueillant (en Etp) - Coût d'une prestation : sensibilisation, supervision, - Achat de matériel pédagogique - Achat de matériel technique |
| Indicateurs d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'enfants ou de jeunes accueillis dont le nombre d'enfants ou de jeunes bénéficiaires de l'Aeeh - l'estimation du montant global des surcoûts éventuels - la valorisation de l'action dans une Ctg |


➤ ***Le volet 4 favorise l'inclusion des jeunes enfants en situation de handicap dans l'ensemble des autres services d'accueil.***


Les actions susceptibles d'être financées dans le cadre du volet 4 de l'axe 1 doivent **soutenir l'inclusion des enfants et adolescents en situation de handicap dans les autres services d'accueil** afin d'assurer une continuité éducative entre les temps d'accueil et d'engager une dynamique inclusive auprès de l'ensemble des structures d'accueil du territoire.


| | |
|--------------------------------------|--|
| Structures/services éligibles | Toute structure d'accueil et tout service à l'exclusion des établissements d'accueil du jeune enfant, de l'accueil individuel et au domicile des parents et de l'accueil de loisirs lesquels relèvent respectivement des volets 2 et 3 du présent axe : Laep / Rpe/ Ludothèques / Centre social / Espace de vie sociale / Reaap / Actions de soutien à la parentalité/ etc. |
| Actions éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Information et accompagnement des familles - Adaptation du projet d'accueil - Renforcement du lien avec les parents - Construction du partenariat en particulier avec les plateformes de coordination et d'orientation (PCO) |

| | |
|---------------------------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des professionnels - Travail avec le référent santé accueil inclusif - Inscription dans une dynamique de réseau animée par le Prh, le Rpe et la Pmi - Actions passerelles et de pilotage permettant d'assurer un continuum dans la prise en charge de l'enfant |
| Dépenses éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Coût de fonctionnement supplémentaire lié au renforcement ou au remplacement du personnel accueillant (en Etp) - Coût d'une prestation : sensibilisation, supervision, - Achat de matériel pédagogique - Achat de matériel technique |
| Indicateurs d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> - Nb d'enfants en situation de handicap accueillis - Nombre et qualité des temps d'échanges avec les parents - Nombre et nature des adaptation des conditions d'accueil au besoin spécifique de l'enfant en situation de handicap accueilli - Nombre et nature des actions de sensibilisation et d'appui technique auprès des professionnels ayant favoriser l'inclusion de l'enfant en situation de handicap ou ayant évité une rupture dans son parcours - Nombre de participations à des échanges multi-partenaires dans le cadre du réseau animé par le Prh |

Axe 2 – Amélioration de la qualité et de l’accessibilité des accueils collectifs et individuels du jeune enfant

 **Volet 1** : Renforcer l’accessibilité des modes d’accueil

 **Volet 2** : Enrichir les équipes et les projets d’accueil en Eaje

 **Volet 3** : Faciliter le recours à l’accueil individuel et accompagner la qualité des pratiques et des carrières professionnelles

La Cog pour la période 2023-2027 porte une politique volontariste d’amélioration continue de la qualité des modes d’accueil et d’inclusion des enfants des familles en situation de vulnérabilité dans les modes d’accueil du jeune enfant, en cohérence avec le Pacte des solidarités et, à l’échelon local, le Pacte Local des Solidarités.

En application des annonces ministérielles relatives à la mise en œuvre d’un plan d’action pour la qualité d’accueil annoncé le 29 juin 2023², l’axe 2 du Fpt permet d’accompagner, par des financements pluriannuels, les démarches volontaristes des partenaires visant à élever la qualité des projets et des pratiques d’accueil collectif et individuel dans les dimensions suivantes : renforcement de l’accessibilité des modes d’accueil à tous les enfants et en particulier aux familles ayant des besoins spécifiques ; enrichissement de la qualification des équipes mobilisées auprès des enfants et des modalités de coordination des professionnels et des pratiques à l’échelle d’un territoire ; approfondissement des modalités de déclinaison de la Charte nationale d’accueil du jeune enfant dans les projets d’accueil et les pratiques professionnelles.

L’axe 2 du Fpt est mobilisé pour engager les partenaires et cofinanceurs dans une dynamique volontariste d’élévation de la qualité au-delà des exigences strictement réglementaires, dont le plein respect conditionne l’attribution de l’ensemble des fonds de droit commun de la Branche. Les porteurs de projets seront ainsi amenés à décrire et évaluer dans quelle mesure le projet soutenu concourt à élever le niveau de qualité des modes d’accueil visés par le projet.

Il sera en particulier mobilisé en appui des autorités organisatrices dans l’exercice de leurs compétences obligatoires en matière de soutien à la qualité d’accueil. Dans ce cadre, l’autorité organisatrice sera invitée à formaliser son plan d’action en faveur de l’amélioration de la qualité d’accueil sur son territoire dans le cadre du volet petite enfance de la Ctg qui vaudra schéma de maintien et de développement de l’offre d’accueil.

➤ **Volet 1 : L’accessibilité des modes d’accueil.**

L’ouverture des Eaje aux besoins diversifiés des familles, notamment les plus vulnérables, se traduit par des projets adaptés aux caractéristiques d’un large public et par des pratiques d’accueil adaptables et conçues en tenant compte des besoins spécifiques des familles. Ces projets et pratiques requièrent des temps d’accompagnement, de partenariat et de préparation conséquents.

² [Volet « Qualité » du service public de la petite enfance \(solidarites.gouv.fr\)](https://solidarites.gouv.fr/volet-qualite-du-service-public-de-la-petite-enfance)

L'axe 2 du Fpt sera mobilisé pour favoriser l'adaptation des projets d'établissements et d'accueil à cette fin, la construction des partenariats et la mobilisation des ressources supplémentaires qu'ils requièrent, la prise en compte des temps d'accompagnement, de partenariat et de préparation des accueils pour les gestionnaires et les autorités qui les coordonnent.

Ainsi, le Fpt pourra être par exemple mobilisé pour favoriser l'émergence (prioritairement) et le soutien (secondairement) de projets proposant

- des accueils en horaires atypiques, à savoir ;
 - un fonctionnement sur des horaires étendus : au-delà de 10 heures par jour ;
 - un fonctionnement sur des horaires élargis : (pour un Eaje le matin, ouverture avant 7h30, le soir fermeture après 19h30)
- l'adaptation des réponses d'accueil sous forme d'accueil en relais (avant/après) chez un assistant maternel ou de préférence domicile des parents ;
- des dispositifs passerelles facilitant la transition vers l'école maternelle
- l'aller-vers les familles éloignées des services :
 - l'itinérance pour se rapprocher des lieux de vie de ses familles éloignées des modes d'accueil ;
 - accueil enfants-parents « hors les murs » ;
 - garderies-éphémères...
- des solutions d'accueil à vocation d'insertion sociale pour les parents
 - des actions d'insertion sociale ;
 - des actions de soutien à la parentalité visant à développer et valoriser les compétences parentales
 - des actions visant à lutter contre le non-accès des familles les plus précaires au mode d'accueil de la petite enfance.
- des projets particulièrement adaptés à la prise en compte des besoins d'accueil en urgence et tenant compte de la situation sociale, médicale ou familiale particulière des enfants (répit parental ou prévention de l'épuisement parental, violences intrafamiliales...)

| | Nature des actions éligibles | Dépenses éligibles |
|---------------------------------|--|--|
| Horaires atypiques | <p>Renforcement du personnel accueillant au sein des Eaje bénéficiant de la Psu pour les horaires élargis</p> <p>Soutien aux collectivités territoriales qui apportent un financement à un réseau d'assistants maternels ou d'accueillants à domicile engagés à accueillir un enfant sur des horaires atypiques ou en situation de pauvreté</p> <p>Soutien à des personnes morales de droit privé (associations ou des entreprises) qui proposent un service en horaires atypiques au domicile des familles, conditionné à la mise en place de la tarification Psu</p> | <p>Etp professionnels petite enfance</p> <p>Cout de fonctionnement de la structure (fluide, énergie)</p> |
| Indicateurs d'évaluation | <p>Nombre d'heures d'ouverture en horaires élargis</p> <p>Nombre d'enfants en ayant bénéficié</p> | |
| Dispositifs passerelles | <p>Actions de mise en réseau des acteurs de la petite enfance, et de l'éducation nationale</p> <p>Renforcement du personnel accueillant au sein des Eaje ou des écoles dans le cadre des dispositifs passerelles</p> | <p>Etp de coordination et de mise en réseau spécifique</p> <p>Coût Etp</p> <p>Coût prestataire</p> |
| Indicateurs d'évaluation | <p>Nombre d'enfants concernés</p> <p>Nombre de professionnels mobilisés</p> | |
| Allers vers | Actions de mise en réseau des acteurs de la petite enfance, travail social, culture | Etp de coordination et de mise en réseau spécifique |

| | | |
|---------------------------------|---|------------------------------|
| | Renforcement des professionnels petite enfance accueillant les enfants sur les différents sites (hors les murs, bibliothèques, médiathèques, etc.) | Coût Etp Coût prestataire |
| | Matériel pédagogique | - |
| Indicateurs d'évaluation | Nombre d'enfants concerné Nombre d'actions « hors les murs » concernées | |
| Avis | Etp supplémentaire d'accompagnement social et d'accompagnement à la parentalité des familles (travailleur social, psychologue, Eje) = poste de référent avip au sein de la structure | Coût Etp |
| | Soutien aux collectivités territoriales qui apportent un financement à un réseau d'assistants maternels ou d'accueillants à domicile ³ engagés à accueillir un enfant en situation de pauvreté | |
| Indicateurs d'évaluation | Nombre d'enfants accueillis dans les crèches avis | |
| Accueil d'urgence | Réservation de places pour l'accueil d'urgence Mise à disposition d'un professionnel dédié référent pour l'accueil non préparé de ces enfants ne pouvant bénéficier de la période de familiarisation | Coût Etp |
| Indicateurs d'évaluation | Nombre d'enfants accueillis en urgence | |

➤ **Volet 2 : L'enrichissement des équipes et des projets d'accueil en Eaje.**

L'élévation et la complémentarité des qualifications des professionnels au sein des équipes pluridisciplinaires en accueil collectif, de même que la consolidation des fonctions managériales, constituent des facteurs déterminants pour favoriser la qualité des projets d'accueil, des pratiques et des démarches de réflexivité qui les étayent.

³ Les services d'accueils à domicile soutenus dans le cadre du Fpt doivent appliquer le barème des participations familiales Cnaf

Le renforcement et la diversification des équipes pluridisciplinaires, en nombre et en qualification, requièrent un engagement durable du gestionnaire et des cofinanceurs, ainsi qu'un nombre suffisant de professionnels et de candidats aux métiers à l'échelle du territoire.

Par ailleurs la déclinaison de la Charte nationale d'accueil du jeune enfant au sein des projets éducatifs des Eaje requiert pour chacun des principes qu'elle énonce des actions durables, résolues, régulièrement réadaptées, conçues en relation nourrie avec l'état de la connaissance, les professionnels, le public accueilli et les acteurs du territoire. Elle s'incarne de façon opérationnelle dans un ensemble de référentiels tels que le référentiel national qualité en cours d'élaboration, pratiques, protocoles et partenariats vivants et évalués. A l'échelle d'un territoire, le pilotage de la qualité requiert des actions de mise en réseau, d'évaluation croisée et d'animation ambitieuses.

En mai 2024, le Conseil d'administration de la Cnaf a souhaité que soient développées des actions innovantes et expérimentales de soutien à l'accès à la qualification et à l'insertion professionnelle dans le secteur de la petite enfance.

Lorsque cela est initié par le Comité départemental des services aux familles, ou conforme aux objectifs du Sdsf, il peut être engagé des actions partenariales pour favoriser l'entrée en formation initiale de nouveaux élèves et leur insertion professionnelle.

Aussi les Caf, des actions innovantes et expérimentales à l'échelle des territoires pourront être soutenues, visant à :

- ✓ Promouvoir les métiers de la petite enfance et susciter des vocations ;
- ✓ Faciliter l'information et l'orientation des candidats potentiels vers les formations et les métiers de la petite enfance ;
- ✓ Mutualiser à l'échelle d'un réseau d'employeurs les actions de sélection, de recrutement, de suivi et de mise à disposition des candidats aux métiers.

Ces actions sont complémentaires des missions des Relais petite enfance dont la promotion des métiers de l'accueil individuel constitue un attendu « socle ». Les actions financées dans ce volet doivent donc s'inscrire en complémentarité avec les activités des RPE.

Le présent volet est mobilisé pour :

- 1. Amorcer (prioritairement) et consolider (secondairement) des partenariats territoriaux afin de soutenir les gestionnaires lors des phases d'amorçage à l'occasion desquelles l'équilibre de gestion des établissements et des cofinanceurs peut être bousculé ;** ces partenariats doivent permettre de :
 - mutualiser et mettre en réseau certaines fonctions au sein de modes d'accueil partenaires (coordinateurs pédagogiques, psychologues, psychomotriciens, ergonomes, référents qualité de vie et des conditions de travail, etc.) ;
 - soutenir les fonctions managériales en Eaje *via* des parcours d'accompagnement à la prise de fonction et la mise en oeuvre d'analyse de la pratique pour les responsables de crèches à condition que ces initiatives favorisent la construction de réseau et d'échanges à l'échelle du territoire.
- 2. Accompagner les initiatives visant à élever l'ambition des projets d'accueil à l'échelle des établissements ou d'un territoire dans ces deux dimensions complémentaires : mise en application de référentiels de pratiques et**

organisationnels, pilotage et évaluation de la qualité. A ce titre le Fpt pourra ainsi être mobilisé pour financer l'amorçage (prioritairement) ou le soutien (secondairement) d'initiatives visant à développer :

- l'ambition du projet d'établissement en application de la Charte nationale d'accueil du jeune enfant et de tout référentiel public qui serait amené à en préciser les modalités d'application, en particulier s'agissant :
 - de l'association des parents : par exemple la mise en place de conseils de parents associant les familles à l'évaluation du projet d'établissement, ou les initiatives visant à ouvrir la crèche à un public familial ou peu familial de son environnement, etc. ;
 - de l'éveil artistique et culturel : seront particulièrement encouragées les démarches d'ouverture de l'établissement sur les structures culturelles et communautés artistiques du territoire, et les démarches formatives de nature à enrichir la pratique des professionnels eux-mêmes de l'établissement dans ce champ ;
 - Du contact avec la nature (en particulier pour les Eaje sans espace extérieur) et de la santé environnementale ;
- les partenariats à l'échelle des acteurs locaux des « 1000 premiers jours » ;
- les projets de transformation systémique des projets d'établissement par la prise en compte des objectifs de développement durable ;
- les projets visant à mettre en place une animation de la qualité à une échelle territoriale pertinente et favorisant l'évaluation croisée entre pairs. Sont visés les échanges et évaluations croisées entre établissements et gestionnaires d'un même territoire. Les projets permettant une animation globale, associant les modes d'accueil individuel et collectif par le biais notamment du relais petite enfance, sont fortement encouragés.

3. Soutenir les actions locales partenariales et innovantes visant à amplifier les entrées dans les carrières de la petite enfance en accueil collectif et individuel et faciliter l'insertion professionnelle des candidats à ces professions par exemple dans le cadre de crèches d'application

Au préalable, il convient de rappeler que :

- les financements de la branche Famille n'ont pas vocation à financer la formation initiale ;
- les aides au fonctionnement versées par la Caf (Psu, bonus) financent en partie un coût de fonctionnement qui prend déjà en compte les charges de l'employeur notamment en matière de formation continue ;
- le fonds « publics et territoires » vise à soutenir des actions dont la nature excède les obligations de formation de l'employeur ;
- de manière à favoriser l'investissement des acteurs légitimes sur le champ de la formation et pour garantir la pérennité des actions, celles-ci doivent impérativement être co-financées.. Ainsi, le financement octroyé dans le cadre du Fpt est plafonné à 40% du coût de l'action.

A ce titre, le Fpt peut être mobilisé pour :

- ✓ créer des liens étroits entre Eaje et centres de formation et de recherche, par exemple dans le cadre d'un « crèche d'application » afin :
 - de favoriser l'accueil des étudiants, stagiaires et professionnels en début de carrière dans des structures de haute qualité ;
 - de permettre l'actualisation continue des connaissances des professionnels de terrain ;
 - de rendre disponibles pour les chercheurs des terrains d'études ;

- et d'expérimenter des pratiques innovantes et évaluées. Les actions soutenues dans ce cadre valoriseront l'innovation pédagogique au regard du dernier état de la connaissance ;
- ✓ constituer des groupements d'employeurs sous un format type « Groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification » (GEIQ) afin de mutualiser les fonctions recherche, de suivi, de soutien et de mise en relation des candidats avec les employeurs adhérents ;
- ✓ soutenir les initiatives du type « centre de ressources » sous réserve qu'ils soient ouverts à l'ensemble des gestionnaires du territoire ;
- ✓ mettre en place des campagnes de communication et de promotion territoriales ciblées, adossés à des formats correspondant aux besoins des différents publics ciblés, et d'événementiels spécifiques construits en partenariat avec France Travail et le secteur scolaire et universitaire notamment.

• ***Les actions et les dépenses éligibles***

Actions éligibles

- ✓ Renforcement du personnel accueillant au sein des Eaje au-delà des normes en vigueur ;
- ✓ Poste de coordinateur pédagogique et actions de mise en réseau ;
- ✓ Analyse de la pratique des directeurs par des professionnels extérieurs à la structure ou au groupe ;
- ✓ Actions de mise en réseau :
 - des Eaje, des employeurs, des centres de ressources et de formation et de recherche ;
 - des Eaje avec des structures éveil artistiques et culturel ou structures 1000 jours ;
- ✓ Événementiels et campagnes de promotion, de détection et d'accompagnement de candidats aux métiers ;

Dépenses éligibles

- ✓ Coût Etp des professionnels petite enfance ;
- ✓ Coût Etp de postes mutualisés (psychologues, ergonomes, référents QVCT, animation de groupements d'employeur) ;
- ✓ Coût Etp de coordinateur, formation tutorat à l'accueil de stagiaires, mise en réseau spécifique ;
- ✓ Coût de prestations liées à l'adaptation du projet et formation des professionnels à la transition écologique ou la santé environnementale ;
- ✓ Coûts de prestations liées à la réalisation de campagnes de promotion et événementiel ;
- ✓ Dépenses supplémentaires liées à la mise en place d'actions visant à renforcer la place des parents dans les structures.

La Caf évalue la pertinence du financement d'une action sur la base des indicateurs socles suivants

Nombre d'heures d'accompagnement des nouveaux directeurs ;
 Nombre d'heures d'analyse de la pratique des directeurs ;
 Nombre de postes d'ergonomes, psychologues ;
 Nombre de postes mutualisés ;
 Nombre de professionnels et diversité des profils ;
 Nombre d'actions communes Eaje et centre de recherche ;
 Nombre de campagnes de promotion et d'accompagnement conduites auprès d'un public prospect ;
 Mise en place d'un groupement d'employeurs ;

Nombre de tuteurs formés ;
Nombre de chercheurs accueillis ;
Nombre d'étudiants accueillis ;
Nombre d'actions engagées par la structure ;
Adaptation du projet pédagogique en cohérence avec la Charte nationale d'accueil du jeune enfant ;
Mise en place d'un conseil des parents ;
Diversité des partenariats (Pmi, Drac, partenaires 1000 premiers jours...).

➤ **Volet 3 : La facilitation du recours à l'accueil individuel et l'accompagnement de la qualité des pratiques et des carrières professionnelles.**

L'accueil individuel et l'exercice du métier d'assistant maternel, premier mode d'accueil formel, connaissent une crise multifactorielle durable. A un déficit d'image persistant s'ajoute un renouvellement insuffisant de la profession. Le modèle dynamique de la Maison d'assistants maternels (Mam) se démarque de ce tableau et leur progression soutenue illustre une évolution des besoins et des aspirations des professionnels. En référence au plan d'actions en faveur de l'accueil individuel annoncé par la ministre des Solidarités et des Familles le 27 octobre 2023⁴, l'axe 2 du Fpt soutient les partenaires qui accompagnent le secteur de l'accueil individuel sur les trois champs d'intervention suivants :

- **Permettre le recours à l'accueil individuel pour toutes les familles**

La réforme du Complément mode de garde intervenant en 2025 et la loi « pour le plein emploi » adoptée par l'Assemblée nationale le 14 novembre 2023 ambitionnent notamment de permettre de renforcer le recours à l'accueil individuel en favorisant l'appropriation par tous les parents des enjeux et responsabilités de la fonction d'employeur et en abaissant le coût final pour les foyers aux revenus modestes. **Le Fpt sera mobilisé en direction des autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant et des Rpe dans le cadre du déploiement des réformes précitées pour renforcer l'accompagnement des familles vers le recours à un assistant maternel ou à une garde d'enfants à domicile.** Ce soutien concernera des actions non prévues dans le référentiel de prestations de service des Relais petite enfance.

- **Favoriser l'attractivité du métier d'assistant maternel en soutenant les nouvelles formes d'exercice**

Le déclin de la profession d'assistant maternel résulte d'un nombre d'entrées dans le métier inférieur aux départs et illustre un changement des aspirations des candidats potentiels s'agissant notamment des conditions d'exercice. Cela justifie de rénover les modalités de promotion de la profession, d'accompagnement des entrées dans le métier, et d'exercice.

Le présent volet du Fpt sera ainsi mobilisé pour favoriser l'attractivité du métier d'assistant maternel, et renouveler et soutenir les nouvelles formes d'exercice.

Au sujet de l'attractivité, seront notamment soutenues les actions de promotion renforcée des métiers de l'accueil individuel via une dynamique événementielle (forum, salon...) sur des territoires où cela n'existe pas, ou encore des campagnes de communication innovantes. Les actions en collaboration étroite avec les conseils départementaux, des acteurs de l'insertion, de l'emploi et de la formation favorisant les passerelles entre carrières, notamment la mobilité des professionnels de la garde d'enfants à domicile vers le métier d'assistant maternel seront encouragées.


⁴ [Plan pour l'accueil individuel des enfants de moins de 3 ans \(solidarites.gouv.fr\)](https://solidarites.gouv.fr/plan-pour-laccueil-individuel-des-enfants-de-moins-de-3-ans)

Les professionnels de l'accueil individuel manifestent une volonté de diversification des modes d'exercice et semblent susciter de l'intérêt à une **modalité regroupée d'exercice du métier**. A cette fin sont visées les actions d'accompagnement à ce mode d'exercice regroupé, les actions de mise en réseau des professionnels de l'accueil individuel ou encore les actions de médiation ou de supervision au sein des équipes en Mam en amont de la création du projet et au long cours afin de garantir la pérennité de l'accueil. Également, seront soutenus les projets qui renouvellent les modalités d'exercice du métier, en particulier les crèches familiales, les mam et modes d'accueil hybrides.


- **Accompagner la qualité des pratiques professionnelles tout au long de la carrière.**

Le Fpt sera mobilisé pour renforcer l'accompagnement de la qualité des pratiques professionnelles tout au long de la carrière. Une attention sera portée aux initiatives permettant d'inclure pleinement les assistants maternels au sein du réseau local des professionnels de la petite enfance afin de décroïsonner l'accueil individuel et l'accueil collectif, de généraliser dans tous les départements les démarches d'analyse de la pratique au bénéfice des assistants maternels et gardes d'enfants à domicile mais également des animateurs de Relais petite enfance, de valoriser les démarches de développement durable dans le champs de l'accueil individuel, ou encore de favoriser les départs en formation continue.

Axe 3 – Favoriser l'engagement et la participation des enfants et des jeunes

 **Volet 1** : Renforcer l'accès des enfants et des adolescents aux loisirs éducatifs en accompagnant le développement d'une offre de loisirs en faveur des publics les plus vulnérables et en soutenant l'essaimage d'initiatives concourant à l'éveil citoyen, artistique, culturel, scientifique et écologique.

 **Volet 2** : Soutenir des engagements et des initiatives des jeunes

 **Volet 3** : Soutenir les initiatives numériques en direction des enfants et des jeunes.

La présente Cog prévoit de renforcer la qualité des projets pédagogiques des structures enfance-jeunesse à travers 3 objectifs et volets spécifiques à cette tranche d'âge.

➤ ***Volet 1 : L'accès des enfants et adolescents aux loisirs éducatifs en accompagnant le développement d'une offre en faveur des publics les plus vulnérables et en soutenant l'essaimage d'initiatives concourant à l'éveil citoyen, artistique, culturel, scientifique et écologique***

Ce volet vise à soutenir les acteurs de proximité pour développer des activités de loisirs (déclariées en ACM au sens du CASF) en priorisant les publics les plus éloignés de ces pratiques, pour développer l'accès aux activités culturelles, artistiques, sportives, scientifiques, techniques et écocitoyennes.

Conformément aux engagements pris dans la Cog, ce volet « démocratiser l'accès aux loisirs éducatifs » du fonds publics et territoires est étendu aux jeunes de 12 - 17 ans (auparavant limité aux 3 - 11 ans).

Les projets soutenus dans cet axe sont conduits par des porteurs de projets intervenant sur les temps périscolaires et/ou extrascolaires et accueils adolescents.

Pour être éligibles à un financement au titre de ce volet du Fpt, les projets doivent répondre aux critères cumulatifs suivants :

- Proposer une offre d'activités diversifiée, adaptée et accessible à tous les enfants et adolescents de 3 à 17 ans ;
- Respecter la charte de la laïcité de la branche Famille et ses partenaires ;
- Avoir une visée éducative, inclusive, solidaire et citoyenne ;
- Présenter une dimension collective ;
- Favoriser la mixité des publics ;
- Permettre une accessibilité financière à toutes les familles (tarification modulée en fonction des ressources) ;
- Couvrir la(les) thématique(s) suivante(s), qui doit constituer un levier et non la finalité du projet : Culture, arts, sport, sciences et techniques, citoyenneté, et développement durable ;
- S'inscrire dans une dynamique partenariale sur le territoire ;
- Mobiliser des co-financements publics et/ou privés ;
- S'appuyer sur un diagnostic des besoins et viser un essaimage territorial (une implantation de l'activité au sein de plusieurs lieux différents devra être envisagée dès le démarrage du projet et pourra être accompagnée par la Caf) ;

Ne sont pas éligibles à cet axe d'intervention :

- Les projets conduits par des établissements scolaires ;
- Les projets à visée uniquement individuelle ;

- Les projets conduits dans le cadre des Alsh et des Clas, si les frais liés à la mise en oeuvre du projet (ex/ frais de personnel, achat de matériel) sont déjà couverts par le biais de la Pso Alsh (péri et extra-scolaire), de la Ps jeunes et de la Ps Clas
- Les classes transplantées, les séjours (de vacances ou linguistiques) ;
- La participation à des compétitions sportives.

Les initiatives suivantes pourraient par exemple être soutenues :

- Actions visant la découverte de la pratique musicale ;
- Initiation et découverte de la lecture ;
- Ateliers scientifiques et techniques ;
- Mise en place de conseils d'enfants et de jeunes ;
- Ateliers de découverte de l'espace urbain pour les enfants ;
- Ateliers d'initiations aux pratiques sportives, artistiques etc.

| Type de dépenses | Dépenses éligibles |
|---|---------------------------|
| Chargés liées à la mise en œuvre du projet (ex/ location de locaux, frais de personnel, prise en charge des transports) | Coût de fonctionnement |
| Charges liées à l'achat des équipements et du matériel liées à la mise en œuvre du projet | Dépenses d'investissement |

➤ **Volet 2 : Le soutien des engagements et des initiatives des jeunes**

Ce volet permet le financement d'actions complémentaires à la Ps Jeunes via, notamment, le soutien à la mise en œuvre des projets portés par des jeunes, levier important de mobilisation des 12-17 ans.

Il vise également à accompagner les structures mobilisées auprès des adolescents à faire évoluer leur projet de fonctionnement dans une logique de préfiguration de la Ps jeunes.

Les aides apportées aux projets des jeunes sont attribuées dans le cadre de l'appel à projets de jeunes ou de préfiguration des PS jeunes dans le cadre de leur éventuel redéploiement.

➤ **Volet 3 : Le soutien des initiatives numériques en direction des enfants et des jeunes**

Ce volet permet le financement d'actions d'éducation à l'image et aux médias. Ce volet fera également l'objet d'un appel à projet spécifique dans le cadre de l'axe 3 du Schéma Départemental des Services aux Familles, en lien avec la Maison de l'Inclusion Numérique.

A PROPOS DE L@MIN

La Maison de l'Inclusion Numérique (l@min) est située route de St Gilles - ZAC Mas des Abeilles à Nîmes, accolée aux locaux de la Caf du Gard mais disposant d'un accès dédié, réservé et indépendant.

Ce tiers-lieu de 300 m², unique en son genre, est porté par la Caisse d'allocations familiales (CAF) du Gard afin de faciliter l'inclusion numérique et éviter la précarité numérique des usagers.

La Maison de l'Inclusion Numérique (L@MIN) est mise à disposition des 170 000 allocataires de la Caf du Gard, des salariés et des partenaires notamment France Travail, l'URSSAF, la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT), la Mutualité sociale agricole (MSA), les associations d'insertion et les centres sociaux.

L@MIN abrite un espace de coworking, un labo de démonstration de nouvelles solutions, un centre de formation pour les usagers et les professionnels de la CAF, un lieu de réflexion, de sensibilisation et de prévention sur le numérique (notamment pour les travailleurs sociaux, les éducateurs spécialisés, etc.).

Elle participe à l'offre déjà proposée par le réseau des 18 Maisons de services au public (MSAP) ou des Maisons France services (MFS) réparties sur le département et dont la CAF est un partenaire.

L'objectif de cet appel à projet est de l'ouvrir aux partenaires (fédérations d'éducation populaire, réseaux départementaux agissant en faveur de l'inclusion numérique, associations, centres sociaux) afin d'y déployer une offre au bénéfice des parents, des enfants et des jeunes autour de l'inclusion numérique, bénéficiaire de la marque « l@min »

L'objectif est de faire de l@min un lieu de partenariats centré sur les enjeux du numérique

A terme, l'objectif sera de permettre à l@min d'exister en tant que tiers lieu d'innovation et de partenariat sur l'ensemble du département, dans une dynamique de hors les murs et d'allers vers.

La marque « l@min » deviendra alors le dénominateur commun des actions autour du numérique dans le Gard.

LES ENJEUX REPÉRÉS EN LIEN AVEC LES OBJECTIFS DU VOLET 3

1. La parentalité numérique

La parentalité numérique fait référence à la manière dont les parents gèrent l'utilisation des technologies numériques et d'Internet par leurs enfants.

C'est un aspect crucial de l'éducation moderne, étant donné l'omniprésence des écrans et des connexions internet dans la vie quotidienne.

La parentalité numérique recouvre différents enjeux tels que :

- L'équilibre entre surveillance et confiance

Les parents doivent veiller à ce que leurs enfants utilisent Internet de manière sûre et responsable, ce qui peut impliquer une certaine forme de surveillance ou de contrôle parental.

Il est également essentiel de construire une relation de confiance avec les enfants, leur permettant d'explorer et d'apprendre à travers le numérique, tout en sachant qu'ils peuvent parler librement de leurs expériences et de leurs inquiétudes.

- **Sécurité en ligne**

- ✓ Protéger les enfants des menaces en ligne telles que les virus, le phishing, et le vol d'identité,
- ✓ Éviter l'exposition des enfants à des contenus violents, pornographiques ou haineux
- ✓ Prévenir le cyberharcèlement et aider les enfants à y faire face s'ils en sont victimes

- **Gestion du temps d'écran**

Les longues heures passées devant les écrans peuvent nuire à la santé physique (problèmes de vision, troubles du sommeil) et mentale (stress, anxiété) des enfants. Aussi, encourager les activités hors ligne pour assurer un - développement équilibré paraît fondamental.

- **Éducation aux médias et à l'information**

Enseigner aux enfants à évaluer l'information en ligne, reconnaître les fausses informations et les publicités sont aujourd'hui des responsabilités majeures pour les parents.

Guider les enfants vers une utilisation productive du numérique, comme apprendre de nouvelles compétences ou exprimer leur créativité, est aujourd'hui un enjeu majeur pour les parents à l'égard de leurs enfants.

- **Modélisation de comportements**

Les parents doivent être conscients de leur propre usage du numérique, car ils sont les premiers modèles de comportement pour leurs enfants : échanger régulièrement sur les expériences vécues en ligne, partager des conseils et établir des règles claires sur l'utilisation du numérique en famille semble fondamental.

- **Gestion de la vie privée et de l'identité en ligne**

Enseigner aux enfants l'importance de protéger leur vie privée en ligne en ne partageant pas d'informations personnelles sans discernement, sensibiliser aux conséquences à long terme de leur comportement en ligne sur leur réputation...

La parentalité numérique est donc une tâche complexe et évolutive, nécessitant une veille constante et une adaptation aux nouvelles technologies et aux défis qu'elles présentent. Les parents doivent se former et chercher des ressources pour accompagner au mieux leurs enfants dans cet univers numérique.

2. Éduquer les enfants et les jeunes aux usages du numérique

L'éducation des enfants et des jeunes aux usages du numérique est cruciale à l'ère de l'information dans laquelle nous vivons.

Cette éducation doit aller au-delà de la simple utilisation des appareils et inclure une compréhension critique et responsable du monde numérique.

Voici les principaux enjeux de cette éducation :

- **Développer la littératie numérique**

Les enfants et les jeunes doivent acquérir des compétences de base dans l'utilisation des technologies numériques : il est crucial de leur enseigner à comprendre, analyser et évaluer les contenus auxquels ils sont exposés.

- **Promouvoir la citoyenneté numérique**

Les enfants et les jeunes doivent apprendre à agir de manière éthique en ligne, en respectant la propriété intellectuelle et en évitant les comportements nuisibles comme le cyberharcèlement.

Encourager une participation constructive à la société numérique, y compris le respect de la diversité et la contribution à des communautés en ligne positives, représentent des pistes de participation active.

- **Prévenir les risques liés au numérique**

Les enfants et les jeunes doivent connaître les risques de la vie en ligne, y compris la fraude, le vol d'identité et les dangers des rencontres en ligne. Ils doivent apprendre à protéger leurs informations personnelles et à comprendre les implications de leur empreinte numérique.

- **Gérer le temps d'écran**

Garantir un équilibre vie numérique/ vie réelle permettra aux enfants et aux jeunes de trouver un équilibre sain entre les activités en ligne et hors ligne. Il est essentiel pour le bien-être physique et mental.

- **Encourager la créativité et l'innovation**

Il semble nécessaire de stimuler les enfants et les jeunes à être des créateurs de contenu numérique, pas seulement des consommateurs. L'utilisation des technologies numériques favorisera ainsi le développement de compétences

- **Favoriser l'inclusion numérique**

Assurer un accès équitable aux technologies numériques pour tous les enfants et jeunes, indépendamment de leur situation socio-économique, est également un enjeu majeur.

L'éducation aux usages du numérique est donc un enjeu multidimensionnel qui requiert une collaboration entre éducateurs, parents, et la société dans son ensemble. Elle vise à préparer les jeunes à naviguer de manière critique, créative et responsable dans un monde de plus en plus numérisé.

3. Éduquer les enfants et les jeunes aux médias et à l'information

L'éducation aux médias et à l'information (EMI) pour les enfants et les jeunes est essentielle dans notre société où l'information est abondante et accessible via de multiples canaux numériques. Cette éducation vise à développer chez les jeunes une compréhension critique des médias et des informations, leur permettant ainsi de devenir des citoyens éclairés et responsables.

Les principaux enjeux de l'éducation aux médias et à l'information sont les suivants

- **Développer un esprit critique**

Analyse des médias : Encourager les jeunes à questionner et analyser le contenu, le but et les sources des informations et des médias qu'ils consomment.

Discernement : Aider les jeunes à distinguer entre faits, opinions et désinformation, renforçant ainsi leur capacité à prendre des décisions éclairées.

- **Encourager la participation civique**

Expression et création : Motiver les jeunes à utiliser les médias comme plateforme pour l'expression de soi et la création de contenu significatif.

Engagement civique : Stimuler l'engagement des jeunes dans la société en utilisant les médias pour promouvoir le dialogue, la compréhension mutuelle et l'action citoyenne.

- **Soutenir l'inclusion et la diversité**

Représentation médiatique : Discuter de la manière dont différents groupes sociaux sont représentés dans les médias et promouvoir une représentation équitable.

Accessibilité : Assurer que les ressources en EMI sont accessibles à tous les jeunes, y compris ceux ayant des besoins spécifiques.

- **Renforcer la confiance dans les médias**

Éthique des médias : Éduquer sur l'importance de l'éthique journalistique et promouvoir la confiance dans les médias qui respectent ces principes.

Soutien au journalisme de qualité : Encourager la consommation et le soutien des sources d'information fiables et vérifiées.

L'éducation aux médias et à l'information joue un rôle crucial dans la préparation des enfants et des jeunes à naviguer dans un paysage médiatique complexe et en constante évolution. Elle les aide à devenir non seulement des consommateurs avertis d'informations, mais aussi des participants actifs et critiques dans l'espace médiatique.

Pour être éligible, les projets doivent viser à accompagner les enfants et les jeunes ainsi que les parents dans l'appropriation et dans leurs usages du numérique et des médias.

L'objectif est de promouvoir un usage citoyen créatif et responsable de ces outils. Les projets liant le numérique et développement durable seront également valorisés.

| |
|--|
| LES OBJECTIFS A POURSUIVRE DANS LE CADRE DU VOLET 3 |
|--|

Les projets peuvent s'inscrire dans l'un de ces trois domaines d'intervention :

1. Objectif 1 - Développer la parentalité numérique

Objectif des actions :

- Prévenir les risques liés aux usages du numérique (contenus inappropriés, cyberharcèlement, escroquerie...)

- Développer des actions visant à limiter les risques associés à la surexposition aux écrans et aux pratiques numériques
- Soutenir les parents dans l'éducation à la citoyenneté numérique et modéliser des comportements positifs

2. Objectif 2 - Éduquer les enfants et les jeunes aux usages du numérique

Objectifs des actions :

- Éduquer face aux risques liés aux usages du numérique
- Développer la citoyenneté numérique responsable
- Assurer la sécurité en ligne et la protection des données
- Garantir l'inclusion et l'accessibilité
- Développer la créativité et l'innovation
- Favoriser la littératie numérique

3. Objectif 3 - Éduquer aux médias et à l'information

Objectifs des actions :

- Développer l'esprit critique
- Comprendre le fonctionnement des médias et la construction de l'information
- Favoriser la participation citoyenne
- Promouvoir la diversité culturelle et lutter contre les stéréotypes et les préjugés

Le soutien aux projets d'éducation aux médias et au numérique à destination des enfants et des jeunes répondra aux critères suivants :

- associer les familles ;
- s'adresser aux enfants et/ou aux jeunes jusqu'à 17 ans ;
- s'appuyer sur un professionnel qualifié sensibilisé aux enjeux du numérique ;
- favoriser la compréhension par les enfants et les jeunes des médias, de l'information et du numérique ;
- encourager une pratique citoyenne, responsable et sécurisée des médias et des outils numériques par les enfants et les jeunes ;
- favoriser l'inclusion numérique des enfants et des jeunes en développant leurs compétences numériques et informationnelles ;
- avoir lieu au sein de la Maison de l'Inclusion Numérique ou proposant une ou plusieurs actions au sein de l@min ;
- si ce dernier critère n'est pas honoré, développer des actions répondant aux objectifs du présent appel à projet avec la perspective à terme de porter la marque « l@min » sur le territoire d'intervention.

Concernant le soutien aux projets et à titre d'exemple :

- ✓ les actions d'initiation aux outils numériques : Serious games, sensibilisation aux logiciels open source, sensibilisation autour des risques liés aux réseaux sociaux, etc. ;
- ✓ les actions de sensibilisation à la protection de la création à l'ère des pratiques culturelles dématérialisées : sensibilisation aux pratiques de streaming, Youtube, etc. ;

- ✓ les ateliers de création numérique (initiation à la programmation, fabrication d'imprimante 3D, création de capsules vidéo, films d'animation, etc...) ;
- ✓ les ateliers de décryptage de l'information : sensibilisation aux «Fake News» ou « infox » ;
- ✓ les ateliers de fabrication de l'information sur des supports numériques : webradios, podcasts, webTV...
- ✓ les ateliers de sensibilisation des parents aux risques numériques et valorisant le site www.jeprotegemonenfant.gouv.fr
- ✓ les actions développées dans le cadre du [label Parents : parlons numérique](#)

Ne sont pas éligibles :

- les actions et projets portés par les établissements scolaires ;
- les projets à visée d'insertion professionnelle ;
- les actions visant un accompagnement individuel des publics.

➤ ***Les dépenses éligibles***


○ Concernant le financement des projets :

le coût de fonctionnement des projets d'éducation aux médias et au numérique à destination des enfants et des jeunes.

➤ ***La Caf évalue la pertinence de reconduire le financement d'une action sur la base des indicateurs suivants***

- Nombre de jeunes, de parents et de familles accompagnées ;
- Nombre de projets numériques financés ;
- Nombre d'actions de sensibilisation, d'initiation aux pratiques numériques ;
- Nombre d'actions de communication à destination du grand public et/ou des partenaires : campagnes d'information, événementiel, journée de lancement en lien avec l@min

Axe 4 – Accompagner le maintien et le développement des équipements et services dans des territoires spécifiques

 **Volet 1** : Soutenir les structures et services aux familles (petite enfance, enfance jeunesse, parentalité et animation de la vie sociale) implantées dans des territoires en difficulté

 **Volet 2** : Développer les projets itinérants adaptés à la configuration des territoires

L'axe 4 du Fpt contribue au maintien et à la pérennité de l'offre existante en apportant un soutien aux structures se trouvant sur des territoires marqués par d'importantes difficultés : quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville et les zones de revitalisation rurale.

Volet 1 : Soutenir les structures et services aux familles (petite enfance, enfance jeunesse, parentalité et animation de la vie sociale) implantées dans des territoires en difficulté

En mobilisant des leviers d'investissement, d'équipement et de fonctionnement, le volet 1 permet de soutenir la pérennité des structures et services aux familles (petite enfance, enfance jeunesse, parentalité et animation de la vie sociale) implantées dans des territoires en difficulté et notamment les territoires classés en quartier prioritaires de la ville (Qpv⁵) et en zone de revitalisation rurale (Zrr).

Ce volet doit permettre le maintien et la pérennité de l'offre existante. Les projets éligibles au volet 1 de l'axe 4 visent :

- des travaux de rénovation de locaux non finançables par d'autres fonds d'accompagnement.
Cette rénovation doit être accompagnée d'un travail engagé par le gestionnaire pour en valoriser le potentiel, améliorer le contenu et l'attractivité de l'offre au regard des besoins des familles.
- l'équipement des structures, notamment en achat de matériel pédagogique, lorsqu'un projet déterminé le requiert. L'accompagnement de l'informatisation des structures participe de la modernisation et l'amélioration de la gestion des structures.

Les projets soutenus prévoient des actions d'accompagnement auprès des professionnels et des publics qui devront être envisagées pour garantir le maintien de la structure.

Volet 2 : Développer les projets itinérants adaptés à la configuration des territoires

Au-delà des structures d'accueil classiques, le volet 2 de cet axe vise à soutenir les accueils itinérants qui présentent souvent un surcoût significatif. Leur appui renforcé

⁵ La nouvelle géographie prioritaire de la ville est entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024 par décret n°2023-1314 du 28 décembre 2023 -

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/29.12.2023_DP_actualisation_g%C3%A9ographie_prioritaire.pdf

s'inscrit dans les orientations de la Cog visant à conforter la dimension territoriale de nos interventions, et vise à ce titre à renforcer l'accessibilité des services aux familles dans les territoires marqués par des sujétions particulières.


Le développement de l'itinérance doit à ce titre être davantage promu. Ces services itinérants sont particulièrement adaptés à des zones peu denses, rurales ou de montagne. Le soutien des Caf permet de faciliter l'acquisition d'équipement spécifique, mobile, ou leur rénovation en vue de développer leur attractivité.


En milieu urbain et dans les territoires prioritaires au titre de la politique de la ville, ce volet permet de soutenir des projets d'accueils ouverts (de type animation de rue).

Ces accompagnements doivent s'inscrire en cohérence avec les dispositifs territoriaux existants et notamment les contrats de ville, contrats de ruralité de relance et de transition écologique (Crrte), Territoires Educatifs Ruraux, Projets éducatif de territoire (Pedt), Chartes famille et dispositif Msa « Grandir en milieu rural » (Gmr).

| | |
|------------------------------|---|
| Nature des actions éligibles | <ul style="list-style-type: none"> - Travaux de rénovation de locaux - Adaptation du projet et acquisition de matériels pédagogiques - Acquisition de matériels de transport et prise en compte des surcoûts liés au transport (des enfants et des jeunes ou de matériels) - Informatisation des structures - Renforcement des moyens en personnel |
| Indicateurs d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> - Type d'équipement bénéficiaire du financement - Nombre d'actions de rénovation réalisées - Nombre de projet d'acquisition de matériels de transport - Nombre de projet d'informatisation - Le nombre de structures et de places accompagnées et bénéficiant du dispositif d'accompagnement de retour à l'équilibre - Taux d'avancement ou de professionnalisation des professionnels après formation - Lieux d'implantation des projets |

Axe 5 - Le soutien des établissements d'accueil du jeune enfant et des services d'accueil jeunesse présentant de graves fragilités économiques

 **Volet 1** : Soutenir le fonctionnement des structures d'accueil petite enfance qui font face à des difficultés structurelles et conjoncturelles de fonctionnement

 **Volet 2** : Soutenir le fonctionnement des accueils de loisirs, des équipements jeunesse qui font face à des difficultés structurelles et conjoncturelles de fonctionnement

Volet 1 : Soutenir le fonctionnement des structures d'accueil petite enfance qui font face à des difficultés structurelles et conjoncturelles de fonctionnement

La mobilisation de l'axe 5 s'intègre systématiquement dans un plan d'action contractualisé entre la Caf et l'Eaje.

Si la finalité de ce plan consiste principalement dans le rétablissement de l'équilibre financier de l'Eaje à échéance d'une ou de plusieurs années, un Eaje sur quatre a pu aller au-delà du seul maintien de l'offre existante, en s'engageant soit dans la mise en place d'actions de soutien à la parentalité, soit dans une augmentation du nombre d'heures réalisées par place ou du nombre de places.

Pour autant, en dépit d'une mobilisation particulièrement dynamique (ce dont témoigne le budget annuel global, passant de 2,3 à 11,3 millions d'euros par an entre 2018 et 2022), les motifs de fragilité affectant les crèches existantes demeurent, voire se renforcent et se diversifient, ce qui appelle plus que jamais la Caf du Gard à se tenir vigilante et proactive dans le cadre de la démarche « Informer, Détecter et Accompagner » (IDA) pour prévenir la dégradation de la santé économique des Eaje les plus fragiles.

L'attribution d'une aide par la Caf à un Eaje se fera avec une vigilance sur le maintien, voire l'accroissement du soutien financier des collectivités territoriales concernées.

Volet 2 : Soutenir le fonctionnement des accueils de loisirs, des équipements enfance, jeunesse qui font face à des difficultés structurelles et conjoncturelles de fonctionnement

Ces fragilités économiques concernent également les services d'accueil enfance et jeunesse.

Dans le cadre de la présente Cog et de manière à apporter un accompagnement « sur - mesure » aux structures et services en difficulté, le financement mobilisable au titre de l'axe 5 doit évoluer vers un plan d'action global mobilisant des ingénieries spécifiques dans le champ de l'analyse financière, du montage de projet qu'il soit technique, financier, ou juridique.

Il pourra être mobilisé tant sur le volet petite enfance que sur le volet enfance-jeunesse. Ce plan d'actions doit conduire à un rétablissement de l'offre d'accueil ou de service. Il est mis en œuvre en activant l'ensemble des leviers de gestion, le cas échéant de manière pluriannuelle, et devra être partagé dans le cadre du Cdsf ou d'une Ctg.

A ce titre et en lien avec le Conseil départemental et l'Ars en particulier, une attention particulière sera portée au soutien des points d'accueil et d'écoute jeunes (Paej) qui rencontreraient des difficultés économiques à la suite des évolutions des modalités de financement dans le cadre de la nouvelle prestation de service.

Chaque action s'appuiera sur un diagnostic décrivant les facteurs de fragilisation considérés, objectivera leur impact sur l'équilibre économique de la structure et détaillera les modalités de calcul de la subvention demandée auprès de la Caf en contrepartie de la résorption de ces facteurs de fragilité à échéance précise, conventionnée avec la Caf.

La Caf encouragera ses partenaires à s'appuyer sur les expertises locales, dont celles proposées par l'ACEGAA dans le cadre du dispositif local d'accompagnement (Dla), chargées d'accompagner les structures de l'économie sociale et solidaire.

Seules seront prises en comptes les données financières du gestionnaire (bilan et compte de résultat du gestionnaire) pour analyse des situations, et non la comptabilité analytique des établissements si ces derniers sont gérés par une structure supra.

➤ **Événements déclencheurs pour les deux volets :**

- ✓ Fin des contrats aidés ;
- ✓ Baisse de la fréquentation liée à une reconfiguration des offres sur le territoire ;
- ✓ Mise en place ou extension de convention collective sur le champ de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse ou parentalité générant des surcoûts en termes de frais de personnels susceptibles de modifier l'équilibre économique de l'établissement et menacer sa pérennité à court ou moyen terme. Est visée notamment une démarche conventionnelle volontariste se traduisant par le relèvement des rémunérations auprès des professionnels de la Petite enfance et fragilisant exceptionnellement et transitoirement le modèle économique du gestionnaire. Toutes difficultés de gestion exceptionnelles pouvant avoir un impact direct sur la suppression de places de crèches nécessitant un plan d'actions structurel pour revenir à l'équilibre financier ;
- ✓ Difficultés rencontrées par les Paej à l'occasion du déploiement de la PS Paej et pour lesquels le fonds de compensation transitoire ne permettrait pas un équilibre financier du fonctionnement de la structure.

➤ **Les actions éligibles pour les deux volets :**

- ✓ Renforcement de personnel pour garantir l'accueil des jeunes enfants et adolescents dans le respect des taux d'encadrement ;
- ✓ Renforcement de personnel pour accroître l'amplitude d'ouverture ; - Amélioration du projet pédagogique de la structure ;
- ✓ Amélioration des capacités de gestion et d'optimisation de l'équipement ;
- ✓ Apport d'un soutien financier temporaire dû à l'absence d'un tiers financeur ou à une difficulté de gestion conjoncturelle ;
- ✓ Apporter un soutien aux Paej qui malgré le fonds de compensation de la Ps Paej nécessiteraient un soutien complémentaire afin de consolider leur modèle économique (en complément de la recherche de cofinancements ou d'un redéploiement de l'activité...).

Cet axe est uniquement mobilisable dans le cadre d'un repérage par les Chargés de conseils et de développement de la Caf et dans le cadre d'un plan d'action convenu et conventionné avec la structure et/ou le gestionnaire concerné

Axe 6 – Appui aux démarches innovantes

Actions innovantes, faisant intervenir la participation des usagers / des publics dans le processus d'élaboration

Définition : L'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers. Ces innovations concernent aussi bien le produit ou service, que le mode d'organisation, de distribution, dans des domaines comme le vieillissement, la petite enfance, le logement, la santé, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations... Elles passent par un processus en plusieurs démarches : émergence, expérimentation, diffusion, évaluation.

L'axe 6 est mobilisé par la Caf comme un levier lui permettant d'impulser des transformations sur les territoires, et d'expérimenter de nouvelles actions. Les actions soutenues au titre de l'année 2021 ont concerné des mesures favorisant la préscolarisation, des projets favorisant l'accès aux droits et l'accessibilité des familles aux offres de service de la Caf, des initiatives en faveur du développement durable ou encore des projets d'offre d'accueil adossés à un projet de formation professionnelle dans le secteur de la petite enfance ou de la jeunesse et/ou de stage au sein de la structure.

La Caf est attentive à leur complémentarité avec l'ensemble des autres projets soutenus soit dans le cadre d'un autre axe du Fpt, soit sur leurs fonds locaux. Dès lors qu'une action peut également relever d'un autre axe du Fpt, celui-ci doit être mobilisé prioritairement à l'axe 6.

Ainsi, les Caf pourront développer avec leurs partenaires :

- une dynamique collective pour faire émerger des idées nouvelles dans le cadre de projets déterminés (phase d'idéation, atelier avec les usagers, diagnostic etc.) ;
- le soutien technique, financier voire juridique dans la construction, le développement et la mise en œuvre du projet identifié ;
- l'évaluation et les conditions d'essaimage du projet.

Pour être éligibles, les projets devront :

- être présentés dans le cadre d'une démarche d'innovation sur maximum 4 ans, avec la présentation d'une projection budgétaire annuelle sur l'ensemble de la durée du projet ;
- démontrer leur caractère innovant en apportant une réponse pertinente et adaptée au territoire à un besoin social non couvert par des dispositifs existants ou en permettant d'améliorer de manière substantielle un dispositif existant (simplification de la gestion, allègement de la charge, amélioration de la relation usager). La pertinence de la réponse apportée devra être objectivée ;
- être expérimentés sur un ou plusieurs territoires infra départementaux ;
- inscrire l'innovation comme une des finalités du projet ;
- impliquer les publics concernés par le besoin social identifié dans la conception du projet ;

- mobiliser des partenaires publics et/ou privés du territoire (collectivités, associations, entreprises, chercheurs) ;
- prévoir dès la phase d'élaboration un protocole d'évaluation permettant de mesurer quantitativement et/ou qualitativement les impacts du projet.

L'ensemble des critères ci-dessus sont cumulatifs.

Il est à noter que les projets financés dans le cadre de l'axe innovation, ne peuvent être financés dans le cadre des autres axes du Fpt.

Cet axe vise à soutenir la mise en œuvre et le développement de projets répondant à un besoin préalablement identifié et pour lequel aucune réponse institutionnelle n'existe actuellement.

D'un périmètre volontairement très ouvert, ce volet 3 de l'axe 6 doit permettre à la Caf d'accompagner et de faire remonter des projets dont le caractère innovant ne relève pas d'autres volets et ne relève pas du Fonds Innovation Petite Enfance, concerné par l'axe 2 qui n'est pas intégré à cet appel à projets.

Une évaluation approfondie sera conduite par la Caf pour vérifier la pertinence des financements accordés qui devront être centrés sur l'amorçage des actions et non pas constituer un financement pérenne.

Les actions éligibles :

- ✓ Solutions basées le lien intergénérationnel ;
- ✓ Solutions hybrides d'accueil du jeune enfant pouvant préfigurer les solutions de demain ;
- ✓ Solutions multidimensionnelles et partenariales permettant aux jeunes de se forger un projet d'avenir ;
- ✓ Projets qui permettent de favoriser la prise en compte de la dimension écologique au sein des actions dans une visée de soutenabilité reliant solidarité et respect de l'environnement ;
- ✓ Actions hybrides transcendant les domaines des politiques de la branche (par exemple pouvant relever à la fois de la jeunesse et de la parentalité) ;
- ✓ Actions permettant d'anticiper des besoins émergents.

Axe 7 – Renforcement de la lutte contre la non-décence des logements et promotion des projets en faveur du logement des familles, des jeunes et du cadre de vie

La contribution de la branche Famille à la politique du logement est réaffirmée, notamment en matière de lutte contre les logements non décents et en faveur du soutien à l'accès et au maintien dans le logement. Elle y participe au titre de la solvabilisation des ménages grâce au versement des aides au logement, de ses interventions sociales à travers une offre de service globale d'accompagnement des familles, ainsi que par un soutien technique et financier d'instances partenariales ou opérateurs partenaires de terrain.

Cet axe, structuré autour de deux volets mais ouvert ici qu'au volet 2 permet de renforcer et de soutenir la participation des Caf à l'émergence de projets d'habitat facilitant l'accès des jeunes et des familles au logement (intergénérationnel, solidaire, etc.).

➔ **Volet 2 : Contribuer à la promotion et à l'émergence de nouvelles formes de logement en faveur des jeunes adultes et des familles.**

Pour ce volet, ce financement a été un levier, sur la précédente Cog, pour renforcer la présence et la plus-value des Caf dans les politiques locales du logement. Il leur a permis une plus grande visibilité sur le territoire avec notamment un positionnement politique mieux affiché par les Conseils d'administration. Enfin ces moyens financiers ont un impact en termes d'organisation, de gestion et de suivi du porteur local par les Caf dans le cadre de ce partenariat.

Il a pour objectifs de :

- Soutenir les projets visant l'émergence d'habitats alternatifs de type intergénérationnel, solidaire, partagé ou adapté, en location, colocation ou intermédiation locative.
- Soutenir de manière ponctuelle l'émergence de projets visant la création de services et actions ayant pour objectif de rendre effectif l'accès au logement des jeunes (décohabitation/autonomie, mobilité professionnelle, ...) et des familles, par une meilleure organisation de la rencontre entre l'offre et la demande de logement et le renforcement de l'accompagnement à l'entrée dans les lieux.

Les projets éligibles au titre du volet 2 de l'axe 7 logement répondent aux caractéristiques suivantes :

- Le projet présente un **caractère innovant/alternatif** ; il constitue une réponse pertinente et adaptée au territoire, à un besoin social non couvert par des dispositifs existants ou il permet d'améliorer de manière substantielle un dispositif existant ;
- Le projet doit être **multi partenarial** avec au moins deux autres partenaires financeurs en plus de la Caf afin que l'action perdure après le soutien au démarrage ;

- Le projet permet d'identifier le **budget détaillé** et son **coût global**. Le soutien financier au titre du Fpt ne peut excéder 80% du budget total du projet ;
- Le projet doit faire apparaître un **diagnostic**, des **objectifs identifiés**, des **modalités de mise en œuvre** et **d'évaluation** visant à pouvoir mesurer le degré de réussite du projet en fonction des objectifs fixés dans le cadre d'un calendrier concerté entre la Caf et le porteur de projet ;
- Le projet a vocation à **financer uniquement des formes d'habitat relevant du secteur public et/ou institutionnel** ;
- Le volet 2 vise à **soutenir les activités et services dont le fonctionnement au quotidien n'est pas déjà subventionné par la Caf** (prestations de service ou subvention locale). Le cumul Fpt et fonds locaux est possible pour aider à l'émergence du projet et de l'activité mais l'aide au titre du Fpt est mobilisée, sauf exception (retard ou glissement du calendrier de réalisation), une seule fois pour le même projet sur l'ensemble de la période de la Cog.

| | |
|------------------------------|---|
| Nature des actions éligibles | Colocation solidaire, Logement intergénérationnel, Logement solidaire ou partagé, Logement adapté, Plateforme e-logement (une meilleure organisation de la rencontre entre l'offre et la demande de logement) |
| Indicateurs d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> - nombre de projets financés ; - nombre de logements créés ; - profil et nombre de bénéficiaires (jeunes adultes (-30 ans), adultes, seniors (+60 ans) ; - nature du/des projets (logement intergénérationnel, solidaire, partagé, adapté, service d'aide à l'accès au logement et à l'entrée dans les lieux,...) ; - type de contrat du logement (location, colocation, intermédiation locative, sous location, contrat mobilité, contrat intergénérationnel) ; - territoire concerné (urbain, QPV, rural, ZRR,...). - Projet s'inscrivant dans le cadre d'un territoire ayant signé une CTG |

Quelques précisions

Il peut s'agir d'un logement intergénérationnel, d'un logement adapté, partagé ou solidaire.

- Un **logement intergénérationnel** : il s'agit du partage d'une résidence entre une personne âgée de plus de 60 ans et un jeune de moins de 30 ans.

- Un **logement adapté** : forme d'habitat comprenant les terrains familiaux en location ou de pleine propriété et les habitats mixtes avec une partie en dur et une caravane à proximité.
- Un **logement partagé** : partage d'un logement indépendant et autonome avec mutualisation de services (buanderie, jardins, etc.) entre personne de toute génération motivée par un projet de vivre ensemble (Cf exemple ci-dessous de la maison Bastide).
- Un **logement solidaire** : pour les personnes en grande difficulté qui n'ont pas accès au logement social ou qui nécessite une attention particulière dans leurs parcours logement (ex : intermédiation locative, agence immobilière à vocation sociale, réfugiés, etc.).